

LIVRE XVIII.

GUERRE DES FLORENTINS ALLIÉS AUX VÉNITIENS, CONTRE LE PAPE ET LE ROI DE NAPLES.—LIGUE DE LA RÉPUBLIQUE AVEC LE PAPE.—LES TURCS APPELÉS DANS LE ROYAUME DE NAPLES PAR LES VÉNITIENS.—GUERRE DE LA RÉPUBLIQUE CONTRE LE DUC DE FERRARE ET LE ROI DE NAPLES.—CONQUÊTE ET ACQUISITION DE LA POLÉSINE DE ROVIGO.—LIGUE CONTRE LES VÉNITIENS.—LE PAPE LES EXCOMMUNIE.—TRAITÉ DE PAIX.—LES FRANÇAIS SONT APPELÉS EN ITALIE, 1478-1495.

I. Ce n'est pas toujours un moyen de ramener le calme dans une république orageuse, que de lui donner un maître. L'élévation des Médicis, qui avait eu lieu à la faveur des troubles de Florence, ne les fit point cesser. Le pape Sixte IV, et le roi de Naples Ferdinand, voulurent en profiter pour opprimer les Florentins; ceux-ci trouvèrent des alliés dans les Vénitiens, dans le duc de Milan et le duc de Ferrare. Ainsi fut troublée la paix dont l'Italie avait joui pendant près de trente ans, et dont elle était redevable à la confédération imaginée par François Sforce. Dans cette nouvelle lutte, qui dura pendant les années 1478 et 1479, les succès furent balancés; mais Laurent de Médicis sentit qu'un État qui ne peut soutenir la guerre que par le secours de ses alliés, doit prévoir que cette ressource lui manquera tôt ou tard, et se hâter de faire la paix. Il n'épargna point les actes de soumission envers le pape et le roi de Naples; ceux-ci le reçurent dans leur alliance et formèrent une nouvelle ligue offensive et défensive, dans laquelle étaient compris les Florentins, le duc de Milan et la république de Gènes.

Par ce traité, fait à son insu, la république de Venise se trouvait abandonnée de ses alliés, et exclue d'une ligue qui paraissait menaçante. Son premier soin fut de désunir cette confédération. Pendant qu'on y travaillait, le sénat imagina d'appeler en Italie René de Lorraine, dont la mère était fille de René d'Anjou, et de mettre à la tête des armées de la république, avec le titre de capitaine-général, un prince qui avait à faire revivre d'anciennes prétentions sur le trône de Naples. C'était à la fois intéresser vivement le généralissime au succès de la

guerre, et préparer des embarras à Ferdinand d'Aragon.

II. La seigneurie avait entrepris de détacher le pape Sixte IV de l'alliance de ce roi. Pour y réussir, on s'adressa à ses faiblesses; sa passion était d'élever sa maison. Jamais souverain pontife n'avait poussé si loin ce qu'à Rome on appelle le népotisme. Il avait un neveu, nommé le comte d'Imola, qui exerçait sur lui un ascendant incroyable, et toute la politique de la cour romaine n'avait d'autre objet, toute la puissance de l'Église n'avait d'autre emploi, que de former à ce neveu un établissement digne de son ambition, ce qui n'était pas facile (1480).

Le comte d'Imola venait de s'emparer de la principauté de Forli, dont le seigneur dépossédé s'était retiré à Venise. La seigneurie fit exposer au pape qu'elle se déterminerait entre ces deux compétiteurs, pour appuyer l'un ou l'autre, suivant le degré de confiance que sa sainteté voudrait lui témoigner à elle-même. Elle offrit de protéger l'usurpation du comte d'Imola et de lui faire même un sort considérable, si le pape consentait à accepter l'alliance de la république, au lieu de celle de Ferdinand. Ces offres le déterminèrent.

L'alliance de ces deux puissances fut conclue, le 16 avril 1480, pour vingt-cinq ans; chacune y désignait ses amis. De la part du pape, c'étaient l'empereur, comme protecteur de la sainte Église romaine, le roi de Hongrie, les républiques de Gènes, de Sienne et de Lucques; de la part des Vénitiens, les ducs de Savoie, d'Autriche, de Ferrare et d'Urbino, le seigneur de Rimini, le duc de Lorraine, ca-